

UNAMIR

GOVERNMENT MINISTRIES

21 MAR 1995 - 1 AUG 1995

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RA/MG APR 2009

UNARCHIVES

SERIES	<u>5-1120</u>
BOX	<u>15</u>
FILE	<u>5</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>



NOTE TO MR. CHAIM OUZIEL

Subject: Forthcoming Meeting at the Ministry of Transportation
and Communications

1. The attached letter from the Ministry of Transportation and Communications, copy of which was forwarded to you by the Force Commander concerns the project that we discussed this morning (copy attached).
2. I should be grateful if you would kindly participate in that meeting. I will also do my best to attend.

ws

Wilfrid De Souza
24 July 1995

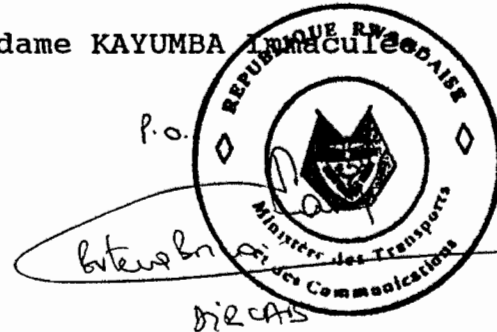
Veillez agréer, Excellence
Monsieur le Vice-Président de la République, Monsieur le
Ministre, Excellence Monsieur le Représentant Spécial, Monsieur
le Représentant Résident, l'assurance de ma franche
collaboration.

Le Ministre des Transports et des
Communications,

Madame KAYUMBA

Copie pour information à:

- Son Excellence Monsieur
le Président de la République
Rwandaise
KIGALI
- Son Excellence Monsieur le
Premier Ministre
KIGALI
- Monsieur le Ministre du Commerce,
de l'Industrie et de l'Artisanat
KIGALI



Ishami ry'Umuryango w'Abibumbye riharanira Amajyambere

Kigali, le 7 Juillet 1995

RWA/95/014/A/91/99
N° 389

Monsieur le Ministre,

Objet : RWA/95/014/A/91/99

J'ai l'honneur de vous transmettre pour examen et approbation le document de projet RWA/95/014 "Renforcement des Capacités opérationnelles du Gouvernement et des Préfectures".

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer votre accord et m'indiquer la date qui vous conviendrait pour une signature conjointe dudit document.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Sukehiro HASEGAWA
Représentant Résident

Monsieur le Ministre du PLAN
KIGALI

S/C et CC : Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération
KIGALI

CC : RSSG, Ambassador KHAN
MINUAR
KIGALI



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT :**

Numéro du projet : RWA/95/014/A/91/99
Titre du projet : Renforcement des capacités
opérationnelles du Gouvernement et
des Préfectures
Agence d'exécution : Ministère du Plan
Agence coopérante : MINUAR
Date prévue de démarrage : 15 juillet 1995
Durée du Projet : 6 mois
Budget du Projet : 500.000 \$ (E.U.)
Source de financement : UN Trust Fund

DESCRIPTION SUCCINCTE

Le présent projet a pour but de permettre au Gouvernement d'acquérir du matériel et des équipements ainsi que les services techniques qui pourraient être fournis par la MINUAR, en vue de renforcer les capacités opérationnelles des ministères et des préfectures.

<u>Approuvé au nom :</u>	<u>Nom/Titre</u>	<u>Date</u>
Du Gouvernement	Jean Berchmans BIRARA Ministre du Plan	
Du PNUD	Ellen Johnson SIRLEAF Assistant Administrateur	
De l'Agence coopérante	RSSG, Ambassador KHAN MINUAR	

1. CONTEXTE

La guerre civile qui a eu lieu en 1994 a fortement détruit les biens du secteur public du pays. La capacité de fonctionnement des ministères, préfectures et autres organes du secteur public a été entravée non seulement par le manque de ressources nécessaires, mais aussi par un besoin, dans plusieurs cas, de réparer et de reconstruire les infrastructures publiques détruites ou endommagées durant la guerre.

2. JUSTIFICATION

Les besoins sont effectivement énormes et pourraient requérir des fonds et un temps non négligeables. Parallèlement à ces grands besoins, il y a beaucoup d'exemples de besoins modestes qui, une fois satisfaits, permettraient aux ministères ou préfectures de faire face aux tâches plus importantes. Parfois, les besoins peuvent consister en ordinateurs ou machines à écrire, d'autres fois en réparation des infrastructures endommagées comme les écoles, les conduites d'eau, les installations électriques, etc...De nombreuses requêtes reçues par la MINUAR, le PNUD et les autres agences pour ce genre d'assistance justifient ces besoins.

3. OBJECTIFS ET ACTIVITES :

Normalement, ce genre d'assistance pourrait être demandée et fournie à travers les mécanismes habituels du PNUD et des autres agences du Système des Nations Unies. En effet, il est envisagé que la plupart des besoins soient transmis à travers ces canaux. Cependant, dans certains cas, la MINUAR pourrait être à même de fournir du matériel et des équipements en sa possession ou de mettre à la disposition du Gouvernement les techniques et l'expertise de son personnel civil ou militaire dans un domaine déterminé. L'objectif de ce projet est donc de rendre plus opérationnels les services du Gouvernement et des préfectures par un appui technique et matériel. Dans le cadre de ce projet, un montant de US \$ 500.000 a été réservé pour les activités décrites ci-après :

4. ACTIVITES

- a) Acheter du matériel et des équipements auprès de la MINUAR ou chez d'autres fournisseurs. L'achat et la livraison seraient faits par la MINUAR, le PNUD ou une autre Agence conformément aux règles et procédures du Système des Nations Unies.

- b) Réparer ou reconstruire des infrastructures publiques endommagées.
- c) Apporter un appui technique du personnel de la MINUAR et donner des conseils techniques au Gouvernement selon ses besoins spécifiques.

5. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Les demandes d'assistance dans le cadre de ce projet seront adressées au Ministère du Plan par les ministères techniques, préfectures ou autres organes du secteur public intéressés. Les requêtes adressées directement à la MINUAR seront soumises au bureau du PNUD-Kigali qui les transmettra ensuite au Ministère du Plan pour approbation.

6. SUIVI DU PROJET :

Le Ministère du Plan désignera un fonctionnaire chargé de la gestion et du suivi de l'exécution du projet. La gestion sera faite conformément aux règles et procédures du PNUD en matière d'exécution nationale.

7. APPORTS :

- Conseillers Techniques	50.000 \$
- Sous-traitance avec les entreprises locales	50.000 \$
- Equipements	400.000 \$
TOTAL	<u>500.000 \$</u>



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
B. P. 160 KIGALI

N° 1717/06-00

Réf. N° :

Annexe :

Objet : Invitation

Monsieur l'Ambassadeur Shaharyar Khan
Représentant Spécial du Secrétaire Général
des Nations-Unies au Rwanda
Minuar

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous inviter aux cérémonies d'ouverture de la
formation des Officiers du Ministère Public qui se déroulera du 7 août au 26 août.

Ces cérémonies auront lieu au Centre de formation et de recherche
coopérative Iwacu à Kabusunzu (Kigali) ce dimanche 6 août à 17 heures.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute
considération.

FD

Please forward to
the FC - with the
following
" You may wish to
attend "
2-8-95 WS

Le Ministre de la Justice
Alphonse-Mario NKUBITO



MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET
DES COMMUNICATIONS

Cabinet du Ministre
MR. TPO KIGALI

Kigali, le 1995

No 16-05-00/682

Trésor

ED
copy FC
24-7-95
llh.

N° :

Annexe :

Objet :

Projet RWA/95/014/
A/91/99
Renforcement des capa-
cités opérationnelles
du Gouvernement.

Son Excellence Monsieur le Vice-
Président de la République
et Ministre de la Défense

KIGALI

Monsieur le Ministre du Plan
KIGALI

Monsieur le Ministre des Travaux
Publics et de l'Energie
KIGALI

✓ Son Excellence Monsieur le
Représentant Spécial du
Secrétaire Général des Nations
Unies

KIGALI

Monsieur le Représentant-Résident
du PNUD

KIGALI

Excellence Monsieur le Vice-
Président,

Monsieur le Ministre,

Excellence Monsieur le Représentant
Spécial,

Monsieur Représentant Résident,

Référence faite au projet indiqué
en marge, j'ai l'honneur de vous inviter à envoyer des
représentants à une réunion qui aura lieu ce mardi 25 Juillet
1995 à 11 heures dans la salle de réunion du Ministère des
Transports et des Communications.

.../...

Copy given to
Mr. Dano
24-7-95

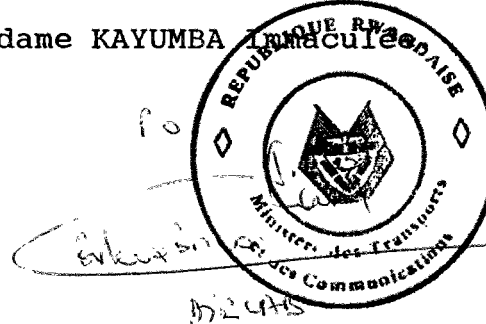
Veillez agréer, Excellence
Monsieur le Vice-Président de la République, Monsieur le
Ministre, Excellence Monsieur le Représentant Spécial, Monsieur
le Représentant Résident, l'assurance de ma franche
collaboration.

Le Ministre des Transports et des
Communications,

Madame KAYUMBA

Copie pour information à:

- Son Excellence Monsieur
le Président de la République
Rwandaise
KIGALI
- Son Excellence Monsieur le
Premier Ministre
KIGALI
- Monsieur le Ministre du Commerce,
de l'Industrie et de l'Artisanat
KIGALI





UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION IN RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

July 27, 1995

To: Mr Chaim Ouziel,
CAO

From: Norris Jorsling,
C.I.T.M.M.

N. J. L.

Subject: Transport Assistance Request

I refer to subject Memorandum dated 26 July 1995, file: 5000.1(HAC)/A/1, addressed to our office from HAC UNAMIR HQ.

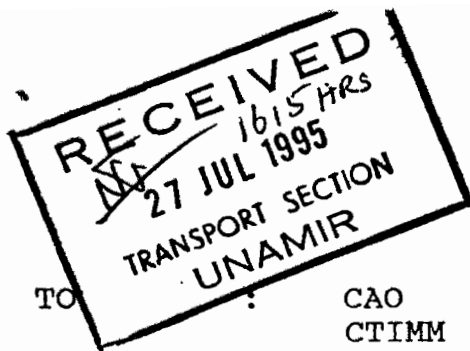
Please be advised that this office has requested 2 x 25 PAX buses to be shipped to Kigali from our stock in Nairobi. They are expected to arrive in the next few days.

Taking into consideration that the loan of the vehicle will be up to 20 August 1995, with your permission, this office is willing to partially fulfill the Ministry's request by providing 1 x 25 PAX bus and driver for the period in question.

OK
W. O. J.

Submitted for your information and any action deemed necessary.

CC: OIC HA - Mr Sidique Dao
C.I.S.S.
Maj R. Albert, HAC UNAMIR HQ



CITMM

TO : CAO
CTIMM

File: 5000.1(HAC)/A/1

INFO : OIC HA - MR SIDIQUE DAO


FROM : HAC UNAMIR HQ

Date: 26 July 1995

SUBJECT : TRANSPORT ASSISTANCE REQUEST

Reference : Letter MINIINFO dated 19 July 1995

1. Please find enclosed the reference letter requesting UNAMIR's assistance to transport personnel attending a seminar for the foundation of journalist in Kigali.
2. The Ministry of Information is requesting a vehicle to transport 30 participants plus three instructors from the town of Kabusunzu to Kigali daily for a period of one month and from time to time transport them on field trip on assignment commencing from 19 July 1995.
3. We have tried to have this task done by UNHCR/IOM but it was refused. The reason given is that they do not accept any transport request other than those to move refugees/IDPs or cargo. We are aware that UNAMIR does not have large buses, however, we would like to know if you can provide any assistance in this matter.
4. Please treat as urgent.
5. Best Regards.


R ALBERT
Major
for CHAO

26-07-95

Major Albert.

There are no idle buses or minibuses at UNAMIR to satisfy this request. Moreover, 2 minibuses -- which we will bring from Nairobi -- have to be given to CivPol for their training courses; 2 other minibuses were recently loaned to the Prime Minister's Office.

The reply has to be regrettably, negative


C. Ouziel

CC: Mr. Dao

26/7/95



URGENT

TO: Maj. Roger Albert
Military Operations

FROM: Wilfrid De Souza
Executive Director

22 July 1995

SUBJECT: Request for Assistance

1. The attached letter from the Minister of Information requesting that transportation be provided for participants in a seminar being organized by the Ministry of Information was received somewhat late when the seminar had already begun.

2. However, given that the seminar will last for one month, I consider that it is not too late to explore all the possibilities of responding positively to this request. This is why I should be grateful if, as the Acting Chairman of the UNAMIR Humanitarian Assistance Advisory Group (UHAAG) you would kindly, and as a matter of priority, bring the request to the attention of the Group at its next meeting for its consideration. I would also appreciate it if you would let me know as soon as possible the result of your deliberations on the question, so that I can prepare a reply to the Minister's letter.

3. Thank you for your cooperation.

cc: SRSG
FC
CAO
Mr. Dao

REPUBLICQUE RWANDAISE
MINISTERE DE L'INFORMATION
B.P. 1532 KIGALI.

Kigali, le

N°224/12.01

①
ED
1. A noter que cette demande est un peu en retard

2. Qui au sein de la MINUAR s'occupe de ces demandes qui ne sont pas d'ordre militaire ?

Son Excellence Monsieur Shaharyar KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda.
KIGALI.

FC
20 juil 95

Objet : Demande d'assistance en transport.

Excellence Monsieur le Représentant Spécial,

J'ai l'honneur de recourir à votre Excellence pour demander à la MINUAR de soutenir le Ministère de l'Information dans l'organisation d'un séminaire de formation de journalistes qu'il mène avec le concours de l'UNESCO à partir de ce mercredi 19 juillet 1995 pour une durée d'un mois sur le thème de la collecte et du traitement de l'information radiophonique.

Le concours que le Ministère de l'Information sollicite de la MINUAR consiste à l'aider à assurer quotidiennement le transport de 30 participants et de 3 formateurs de la ville à KABUSUNZU et de temps en temps de conduire cette équipe en reportage. Le Ministère de l'Information fait appel à la compréhension et à la générosité de la MINUAR puisqu'il est dans l'impossibilité de pourvoir tant soit peu au transport des séminaristes et de leurs encadreurs.

Dans l'attente de la suite que vous voudrez bien réserver à cette requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant Spécial, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Information
Jean Baptiste NKULIYINGOMA

Copie pour information à :

- Monsieur Ismaïl Diallo
Représentant de l'UNESCO au Rwanda
C/O PNUD
KIGALI.

P. O. Diallo
P



REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DE L'INFORMATION
B.P. 1532 KIGALI.

①

Mr DAO

Please see me urgently
21.7.95
Kigali, le 19 III 1995 WS

N°224/12.01

copy given to PC
Mr. DAO
19.7.95
21-7-95

ED

1. A noter que cette demande est un peu en retard

URGENT

2. Qui au sein de la MINUAR s'occupe de ces demandes qui ne sont pas d'ordre militaire ?

FC
20 Jul 95

Son Excellence Monsieur Shaharyar KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda.
KIGALI.

Objet : Demande d'assistance en transport.

Excellence Monsieur le Représentant Spécial,

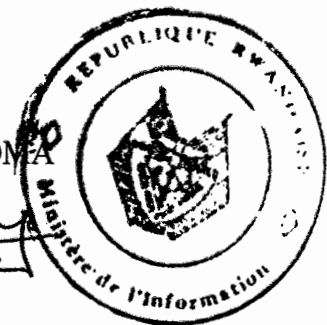
J'ai l'honneur de recourir à votre Excellence pour demander à la MINUAR de soutenir le Ministère de l'Information dans l'organisation d'un séminaire de formation de journalistes qu'il mène avec le concours de l'UNESCO à partir de ce mercredi 19 juillet 1995 pour une durée d'un mois sur le thème de la collecte et du traitement de l'information radiophonique.

Le concours que le Ministère de l'Information sollicite de la MINUAR consiste à l'aider à assurer quotidiennement le transport de 30 participants et de 3 formateurs de la ville à KABUSUNZU et de temps en temps de conduire cette équipe en reportage. Le Ministère de l'Information fait appel à la compréhension et à la générosité de la MINUAR puisqu'il est dans l'impossibilité de pourvoir tant soit peu au transport des séminaristes et de leurs encadreurs.

Dans l'attente de la suite que vous voudrez bien réserver à cette requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant Spécial, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Information
Jean Baptiste NKULIYINGOMA

Eugène Ndayishimiye
Directeur de Cabinet



Copie pour information à :

- Monsieur Ismaïl Diallo
Représentant de l'UNESCO au Rwanda
C/O PNUD
KIGALI.



Ministère de la Réhabilitation
et de l'Intégration Sociale
B.P. 2034 KIGALI

Tél.: (250) 7 6189
Fax : (250) 7 2338

V/Réf.:

N/Réf.: 22185/JB/CA/217

Objet : Demande d'aide.

copy ED original FC
CAO
Le 19.10.1995
Snsa pour lui retourner
26-7-95

A Son Excellence Monsieur
l'Ambassadeur Shahryar KHAN,
Représentant du Secrétaire Général
des Nations Unies

A Monsieur Wenceslaus Romani URASA,
délégué du Haut Commissariat des
Nations Unies pour les Réfugiés
à KIGALI.

Excellence, Monsieur,

Me référant à la lettre n° 1.10/0500/95 du 24 juin 1995
m'adressée par le Recteur de l'Université Nationale du Rwanda
(U.N.R.) et à l'énormité des besoins de cette institution, j'ai
l'honneur de solliciter auprès de votre autorité une aide.

Je vous saurai particulièrement gré si vous exploriez les
possibilités d'octroi, par la MINUAR et le HCR, d'un camion et
d'un grand bus qui résoudraient partiellement les problèmes de
logistique et de transport du personnel et des étudiants auxquels
l'U.N.R. est confrontée.

Comptant sur votre habituelle bonne volonté, je vous prie
de croire, Excellence, Monsieur, à ma très haute considération.

DR. Jacques BIHOZAGARA

Ministre de la Réhabilitation
et de l'Intégration Sociale

COPIE POUR INFORMATION :

- Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président
de la République et Ministre de la Défense ;
- Monsieur le Ministre de l'Enseignement
Supérieur, de la Recherche Scientifique
et de la Culture ;
- Monsieur le Ministre de la Jeunesse et du
Mouvement Association ;
à KIGALI.
- Monsieur le Recteur de l'U.N.R. ;
- Monsieur le Vice-Recteur (tous)
à BUTARE.

FD / J219
21/8/95

Please copy to
Mr DAO with the
request that he discuss
the matter with me.
1-8-95 WS

Received 2/8/95

REPUBLIC OF RWANDA
MINISTRY OF INTERNAL AFFAIRS
AND COMMUNAL DEVELOPMENT
B.P. 446 KIGALI

Kigali, 19th July 1995

N° 1342/05.09.01

✓ His Excellency Shaharyar Khan
Special Representative of the
Secretary General
UNAMIR
Kigali

Dear Mr Khan,

Thank you for your letter dated
11th July 1995 concerning the need for an additional 20 CIVPOL
officiers.

I wish to hereby confirm our
agreement to the increase in number and look forward to starting
our joint cooperation programme in training the Communal Police.

Please accept my warmest regards
and my appreciation for the assistance given to us in this
important undertaking.

Yours sincerely,



Seth SENDASHONGA
Minister of Internal Affairs
and Communal Development

C.C. :

- His Excellency The Prime Minister, Kigali

Rushashi, le 14/7/1995.

REPUBLIQUE RWANDAISE.
MINISTERE DE LA JUSTICE
PREFECTURE DE KIGALI RURALE.
PARQUET DE LA REPUBLIQUE
RUSHASHI.

Monsieur le Représentant des MINUAR à KIGALI.

Objet: Doléances

Mr. DAO

Please, discuss

28-7-95

WS

Donne 23/7/95

Monsieur le Représentant,

FL

copy ED, CAO

copy SR 36, reading file

Note: There is not even a seal or letter head on this request.

IR 27/7/95

Nous, Inspecteurs de police judiciaire issus de la formation organisée à Kigali en janvier-mars 95 et affectés au parquet de la République Rushashi en préfecture de Kigali rurale, avons l'honneur de venir auprès de votre bienveillance, pour solliciter une aide en nature ou en espèce.

En effet, ces inspecteurs de police judiciaire affectés à Rushashi souffrent à présent suite à certains besoins qu'ils ne parviennent pas à atteindre. Sur ce, nous vous demanderions une assistance matérielle tels que les matelas, draps de lits, casseroles, jerricans et si possible à manger; peut-être avec tout cela le travail sera bien.

Dans l'attente d'une suite favorable à notre doléance, nous vous prions d'agréer Monsieur le représentant et parent de nous tous, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Inspecteur de police judiciaire responsable
au parquet de Rushashi.

RWEGURA MUHANUZI.



N.B: Les nombres des I.P.J sont à 5.

Etablissement Public de Production,
de Transport et de Distribution
d'Electricité, d'eau et de Gaz.

FC
Kigali, le 14 JUL 1995

E L E C T R O G A Z

N° 11.07.021//530/95/DIR/WB

B.P. 537 Kigali.

Tél. 73666
Fax. 73802

✓ Excellence Monsieur
l'Ambassadeur SHAHARYAR KHAN
KIGALI.

S/C Monsieur le Ministre des
Travaux Publics et de
l'Energie
KIGALI.

OBJET: Demande d'appui en
réactifs de traitement d'eau.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons accueilli avec joie que
l'actuelle mission de la MINUAR portera essentiellement sur
l'appui à l'amélioration des conditions sociales de la population
et qu'entre autre l'eau potable prend une part importante dans
cette action sociale.

C'est dans ce cadre que nous vous demandons d'aider ELECTROGAZ
dans l'acquisition des produits chimiques pour le traitement
d'eau, respectivement 400 tonnes de sulfate d'alumine et 22
tonnes d'hypochlorite de calcium qui représentent une
consommation trimestrielle dans tout le pays tel que l'indique
le tableau en annexe.

En effet, Excellence Monsieur
l'Ambassadeur, un de nos principaux partenaires, le C.I.C.R., a
cessé toute forme d'aide en cette matière, et ELECTROGAZ n'est
pas en mesure de prendre immédiatement la relève suite aux
difficultés de trésorerie dues à la situation socio-économique
de sa clientèle qui entraîne visiblement les difficultés de
recouvrement. Nous risquons de connaître une rupture de stock à
partir du mois d'Octobre prochain, étant donné que le délai de
livraison minimal de ces produits est au moins de trois mois.

Veuillez agréer, Excellence
Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute
considération.

Le Directeur d'ELECTROGAZ a.i.
MUNYANEZA Romalice.



Mr. Klan

For your clearance please

C. Ouziel

DATE: 13 July 1995

We should not
ask for it back. We can
reimburse in some way
or UNDP agreement (14-7)
CAO

Excellency,
As you will recall, at your request UNAMIR provided a generator and a photocopying machine (as well as copying paper) to the Gitarama Prefecture, for copying documents related to the Gitarama prison. Your request was for a loan of this equipment for 3 weeks, and UNAMIR obliged, delivering the items to the Prefecture on 6 June 1995.

Well over 5 weeks having passed without receiving back the items, we asked the Prefect to return them, but he declined.

We would appreciate your intervention for the return of the items to UNAMIR as agreed at an earliest date.

Sincerely

Chaim Ouziel
Chief Administrative Officer

His Excellency
Mr. Seth Sendashonga
Minister of The Interior
Kigali, Rwanda

Mr. DAO

Please discuss
17-7-95
WS



UNAMIR - MINUAR

PAGE 1 OF 1

OUTGOING FAX NO 4565

MIR NO

MISC NO

TO: LTCOL. FOX SECTOR CDR SECTOR 3	FROM: C. OUZIEL CAO, UNAMIR Kigali, Rwanda
ATTN:	DATE: 6 JULY 1995
INFO:	INT.DIST.
FAX NO.: X-11235	PHONE : 212-963-3582 FAX NO: 212-963-3090
DRAFTED BY: W.CLIVE, CISS	If pages are not received in good order pls. contact above numbers.
RELEASED BY: W. CLIVE, CISS	SECTION:
SUBJECT: RETRIEVAL OF GENERATOR AND PHOTOCOPYING MACHINE LOANED TO GITARAMA PREFECTURE	

WE WOULD LIKE TO REQUEST YOUR ASSISTANCE IN RETRIEVING THE FOLLOWING UNAMIR EQUIPMENTS WHICH WERE LOANED TO THE MINISTER OF INTERIOR FOR THE GITARAMA PREFECTURE FOR A PERIOD OF THREE WEEKS, ISSUED ON 6 JUNE 1995:

1. 3.9 KVA GENERATOR

2. PHOTOCOPYING MACHINE MODEL CANON 3050 WITH SERIAL NO. PCG02252 / DECAL NO. BR 900/398

THESE EQUIPMENTS ARE NEEDED BACK HERE AT HEADQUARTERS KIGALI. APPRECIATE YOUR COORDINATING THE RETURN OF ABOVE TO US ASAP.

BEST REGARDS.

Renashi LOC OFFER Sec 3 Gitarama

1. Tried to pick up on the 11th of July 1200hrs.
2. Prefect refused to give the equipment back
3. The copy machine is already maintained by a private company (200.000,- FRF)

CHATELAIN

TO : MR CHAIM OZIEL, ~~AND~~ UNAMIR KIGALI

INFO: COS FHQ

FROM : SECTOR CDR, SECTOR 3

DATE : 01 JUN 95

SUBJECT : PROVISION OF GENERATOR AND OFFICE ITEMS TO GITARAMA
PREFECTURE


1. AT THE VERY OUTSET LET ME WELCOME YOU ON BEHALF OF SECTOR 3 TO RWANDA. I AM TAKING THIS OPPORTUNITY TO WRITE TO YOU REGARDING A GENERATOR, A FAX MACHINE AND OFFICE STATIONERY WHICH HAD BEEN PROMISED TO THE GITARAMA PREFET, OSTENSIBLY BY THE SRSG AND AMBASSADOR KONDE AT A MEETING WITH THE MINISTER OF INTERIOR, FOR THE PREFECTURE.

2. I AM ADRESSING THIS LETTER DIRECTLY TO YOU IN VIEW OF THE FACT THAT THE PREFET HAS COME TO ME FOUR TIMES DURING THE PAST WEEK TO KNOW ABOUT THE PROGRESS OF THE MATTER. HIS OFFICE WORK IS BEING SERIOUSLY HAMPERED AS A RESULT OF THIS.

3. I WOULD BE GRATEFUL IF YOU WOULD KINDLY APPRISE ME OF THE PROGRESS AND THE PROCUREMENT MODALITIES IF SUCH A REQUEST IS ACTUALLY BEING ENTERTAINED.

4. BEST REGARDS.

sent 6/6/95


S A HASNAIN
COLONEL
SECTOR CDR

25 May 1995

CAO

Minister of the Interior, Mr. Seth Sendashonga, visited the SRSg this morning.


He requested assistance in two projects:

- (a) \$40,000 to launch CIVPOL school.
- (b) Photocopier and generator for a data collection project of the Gitarama prison.

Regarding (a) the SRSg would like to explore with you possibilities to raise this amount. I have attempted to get in touch with an Irish official who is presently in Kigali to see if she would be interested in funding this project. I am still awaiting for her callback.

Regarding (b) the SRSg suggests, if possible, to make available the two items requested to our MILOBs Sector Headquarters where the staff of the Minister will be able to use the photocopier, while the generator could be loaned until completion of the project. He would like your views.

Since the SRSg is leaving tomorrow for New York, he would like to see you in the morning. 11:30 am. Could you confirm?

ISEL RIVERO 

Bill Clive

is this possible?



25 May 1995

CAO

Minister of the Interior, Mr. Seth Sendashonga, visited the SRSg this morning.

He requested assistance in two projects:

- (a) \$40,000 to launch CIVPQL school.
- (b) Photocopier and generator for a data collection project of the Gitarama prison.

Regarding (a) the SRSg would like to explore with you possibilities to raise this amount. I have attempted to get in touch with an Irish official who is presently in Kigali to see if she would be interested in funding this project. I am still waiting for her callback.

Regarding (b) the SRSg suggests, if possible, to make available the two items requested to our MILOBs Sector Headquarters where the staff of the Minister will be able to use the photocopier, while the generator could be loaned until completion of the project. He would like your views.

Since the SRSg is leaving tomorrow for New York, he would like to see you in the morning. 11:30 am. Could you confirm?

ISEL RIVERO

B. H. [unclear]

Chief

This should come from

Tecum

ditto



Mr. Khan

For your clearance please

C. Ouzie

DATE: 13 July 1995

We should not
ask for it back. We may
include in our report
or our agreement (14-7)
Excellency,
CAO

As you will recall, at your request UNAMIR provided a generator and a photocopying machine (as well as copying paper) to the Gitarama Prefecture, for copying documents related to the Gitarama prison. Your request was for a loan of this equipment for 3 weeks, and UNAMIR obliged, delivering the items to the Prefecture on 6 June 1995.

Well over 5 weeks having passed without receiving back the items, we asked the Prefect to return them, but he declined.

We would appreciate your intervention for the return of the items to UNAMIR as agreed at an earliest date.

His Excellency
Mr. Seth Sendashonga
Minister of The Interior
Kigali, Rwanda

- Please
- ☐ READ
 - ☐ HANDLE
 - ☐ APPROVE
- and
- ☐ FORWARD
 - ☐ RETURN
 - ☐ KEEP OR DISCARD
 - ☐ REVIEW WITH ME

Date

13. 7. 95
WS

ROUTING - REQUEST

To

Copy sent
to Mr. DAO

From

17-07-95

Routine

Post-it routing request pad 7664

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDANATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE

UNAMIR - MINUAR

PAGE 1 OF 1

OUTGOING FAX NO 4565

MIR NO _____

MISC NO _____

TO: LTCOL. FOX SECTOR CDR SECTOR 3	FROM: C. OUZIEL CAO, UNAMIR Kigali, Rwanda
ATTN:	DATE: 6 JULY 1995
INFO:	INT.DIST.
FAX NO.: X-11235	PHONE : 212-963-3582 FAX NO: 212-963-3090
DRAFTED BY: W.CLIVE, CISS	If pages are not received in good order pls. contact above numbers.
RELEASED BY: W. CLIVE, CISS	SECTION:
SUBJECT: <u>RETRIEVAL OF GENERATOR AND PHOTOCOPYING MACHINE LOANED TO GITARAMA PREFECTURE</u>	

WE WOULD LIKE TO REQUEST YOUR ASSISTANCE IN RETRIEVING THE FOLLOWING UNAMIR EQUIPMENTS WHICH WERE LOANED TO THE MINISTER OF INTERIOR FOR THE GITARAMA PREFECTURE FOR A PERIOD OF THREE WEEKS, ISSUED ON 6 JUNE 1995:

1. 3.9 KVA GENERATOR
2. PHOTOCOPYING MACHINE MODEL CANON 3050 WITH SERIAL NO. PCG02252 / DECAL NO. BR 900/398

THESE EQUIPMENTS ARE NEEDED BACK HERE AT HEADQUARTERS KIGALI. APPRECIATE YOUR COORDINATING THE RETURN OF ABOVE TO US ASAP.

BEST REGARDS.

Remaki LOC OFFR Sec 3 Gitarama

1. Tried to pick up on the 11th of July 1100hrs.
2. Prefect refused to give the equipment back
3. The copy machine is already maintained by a private company (280.000,- RFR) *the* *CHARTERED*

TO : MR CHAIM OZIEL, ~~UNAMIR~~, UNAMIR KIGALI

INFO: COS FHQ

FROM : SECTOR CDR, SECTOR 3

DATE : 01 JUN 95

SUBJECT : PROVISION OF GENERATOR AND OFFICE ITEMS TO GITARAMA
PREFECTURE

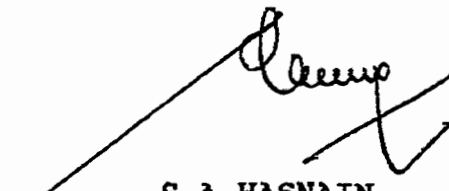
1. AT THE VERY OUTSET LET ME WELCOME YOU ON BEHALF OF SECTOR 3 TO RWANDA. I AM TAKING THIS OPPORTUNITY TO WRITE TO YOU REGARDING A GENERATOR, A FAX MACHINE AND OFFICE STATIONERY WHICH HAD BEEN PROMISED TO THE GITARAMA PREFET, OSTENSIBLY BY THE SRSG AND AMBASSADOR KONDE AT A MEETING WITH THE MINISTER OF INTERIOR, FOR THE PREFECTURE.

2. I AM ADDRESSING THIS LETTER DIRECTLY TO YOU IN VIEW OF THE FACT THAT THE PREFET HAS COME TO ME FOUR TIMES DURING THE PAST WEEK TO KNOW ABOUT THE PROGRESS OF THE MATTER. HIS OFFICE WORK IS BEING SERIOUSLY HAMPERED AS A RESULT OF THIS.

3. I WOULD BE GRATEFUL IF YOU WOULD KINDLY APPRISE ME OF THE PROGRESS AND THE PROCUREMENT MODALITIES IF SUCH A REQUEST IS ACTUALLY BEING ENTERTAINED.

4. BEST REGARDS.

sent 6/6/95


S A HASNAIN
COLONEL
SECTOR CDR

25 May 1995

CAO

Minister of the Interior, Mr. Seth Sendashonga, visited the SRSG this morning.


He requested assistance in two projects:

- (a) \$40,000 to launch CIVPOL school.
- (b) Photocopier and generator for a data collection project of the Gitarama prison.

Regarding (a) the SRSG would like to explore with you possibilities to raise this amount. I have attempted to get in touch with an Irish official who is presently in Kigali to see if she would be interested in funding this project. I am still awaiting for her callback.

Regarding (b) the SRSG suggests, if possible, to make available the two items requested to our MILOBs Sector Headquarters where the staff of the Minister will be able to use the photocopier, while the generator could be loaned until completion of the project. He would like your views.

Since the SRSG is leaving tomorrow for New York, he would like to see you in the morning. 11:30 am. Could you confirm?

ISEL RIVERO 

Bill Clive

is this possible?



25 May 1995

CAO

Minister of the Interior, Mr. Seth Sendashonga, visited the SRSG this morning.

He requested assistance in two projects:

- (a) \$40,000 to launch CIVPOL school.
- (b) Photocopier and generator for a data collection project of the Gitarama prison.

Regarding (a) the SRSG would like to explore with you possibilities to raise this amount. I have attempted to get in touch with an Irish official who is presently in Kigali to see if she would be interested in funding this project. I am still awaiting for her callback.

Regarding (b) the SRSG suggests, if possible, to make available the two items requested to our MILOBs Sector Headquarters where the staff of the Minister will be able to use the photocopier, while the generator could be loaned until completion of the project. He would like your views.

Since the SRSG is leaving tomorrow for New York, he would like to see you in the morning. 11:30 am. Could you confirm?

ISEL RIVERO

Bill Clive

is this possible?

29/5/95

Chief

This should come from
Trust fund not UNAMIC
store.

Bill

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTRE DE LA JUSTICE
B. P. 160 KIGALI

Kigali, le 05 JUIL 1995 *action*

N° 1478706.00/DIARRA

copy ED

18.7.95

Réf. N° :

Annexe :

Objet :

✓ Son Excellence Monsieur le
Représentant Spécial du
Secrétaire Général des
Nations Unies,
KIGALI.

Excellence,

Référence faite à votre lettre n° CIVPOL/LETTER/
25/95 du 10 juin 1995, j'ai l'honneur de vous informer que vous devez entrer en
contact avec l'Auditeur Général le Capitaine NZABANTWA Joseph qui a le dossier.

Le Ministre de la Justice

NKUBITO Alphonse Marie.



Copy *ED*
Protocol
14-7-95
Requiert
simon kint
147

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda et a l'honneur de porter à sa connaissance qu'après avoir reçu copie de la lettre des Associations ASRG, AVEGA, PAGE-RWANDA, AVP et KANYARWANDA sollicitant un petit moment d'audience auprès du Secrétaire Général de l'ONU, le Ministère demande à la MINUAR de bien vouloir répondre favorablement à cette démarche positive de la part desdites Associations.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération propose à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda que le Secrétaire Général de l'ONU ne reçoive que les cinq Présidents des cinq Associations signataires de la lettre de demande d'audience dont un au nom des quatre autres présentera brièvement le contenu d'un mémorandum qu'ils lui remettront à cette occasion.

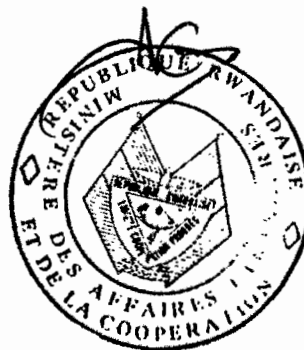
Vu le programme chargé du Secrétaire Général de l'ONU, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération pense que le Secrétaire Général de l'ONU pourrait recevoir les cinq représentants pendant 10 à 15 minutes à l'Aéroport à 09h05 juste avant son départ par hélicoptère pour NYARUBUYE.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise remercie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda de sa compréhension habituelle et de sa collaboration et saisit cette opportunité pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Kigali, le 13 Juillet 1995

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI

Vu
WZ



URGENT

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE
GENDARMERIE NATIONALE
ETAT - MAJOR

Kigali , le 14 JUIN 1995
041/95/G3.10.1

Urgent
FC
D
14.6.95
4:00 PM

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
Shaharyar KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général
des Nations Unies

KIGALI

Objet : Invitation à la
Cérémonie de fin d'études.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

J' ai l'honneur de vous inviter à la
Cérémonie de sortie de la première session des élèves de l'EGENA de l'après-
guerre, qui aura lieu jeudi le 15 Juin 1995 à dix heures et quarante cinq minutes
(10H45) au stade de la Préfecture de RUHENGRI.

La Cérémonie sera présidée par Son
Excellence Monsieur le Vice-Président de la République et Ministre de la Défense.

Je saisis cette occasion pour porter à votre
connaissance qu'il est prévu au programme votre allocution de circonstance .

Veuillez agréer, Excellence Monsieur
l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Déogratias NDIBWAMI
Colonel
Chef d'Etat - Major de la
Gendarmerie Nationale



**REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI**

FC
EDL

13/7/95
1 bu

COMMUNIQUE DE PRESSE.

Vu
en S

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, Dr. Anastase GASANA, a reçu en audience ce 13 juillet 1995 l'Ambassadeur de Belgique au Rwanda, Monsieur Frank DECONNINCK. Les deux interlocuteurs ont fait le tour d'horizon de la situation du retour des réfugiés rwandais.

L'Ambassadeur DECONNINCK a salué les mouvements de retour volontaire des réfugiés rwandais qui commencent à se dessiner du côté du Zaïre et du Burundi. Côté Tanzanien, des mouvements encourageants sont enregistrés et sont concrétisés par la visite officielle du Ministre Tanzanien de la défense.

Concernant ce que la Tanzanie va faire concrètement pour le retour des réfugiés, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération a indiqué à l'Ambassadeur Belge que la Tanzanie s'est engagée à intervenir efficacement dans le contrôle des camps des réfugiés dans le cadre de leur rapatriement selon le Plan de Nairobi. A ce sujet, le Ministre GASANA a indiqué que la Tanzanie a soumis aux Nations Unies son propre plan de mise en application de la séparation des criminels du génocide et des massacres de la population innocente dans les camps des réfugiés de Tanzanie. Le Ministre GASANA a fait comprendre à l'Ambassadeur Belge que, pour parvenir à la séparation des criminels du reste de la population dans les camps de réfugiés, les officiels Tanzaniens sollicitent l'assistance financière et matérielle de la Communauté Internationale.

S'agissant des réfugiés du Zaïre, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération a indiqué, qu'en compagnie du Ministre Tanzanien de la Défense en visite à Gisenyi le 12 juillet, il a été témoin du retour volontaire d'une colonne de réfugiés en provenance de Goma, et que selon les rapports des autorités de Gisenyi et Ruhengeri, les réfugiés originaires des deux préfectures étaient tous rentrés.

Fait à Kigali, le 13 juillet 1995.

Télesphore KAGABA
Chef de Division INFORMATION,
DOCUMENTATION ET ARCHIVAGE.



100

5471/0/2 5472/0/2
1310102

MINISTERE DES FORCES ARMEES
ETAT MAJOR GENERAL DES ARMEES
SCEM/ OPS

Ng - 0 04
CLT
DAKAR

MINUAR - REGISTRY	Action	BSR II
	Date	14 JUN 1995
	EMG/SCEM-OPS	
	Initial	1345

CAO 01212

Monsieur le Lieutenant chef du BCR

OBJET : Envoi d'un FAX

Je vous demande de faire transmettre le présent FAX a
MONSIEUR LE COMMANDANT DU BATAILLON SENEGALAIS AU RWANDA.

ORIGINE : EMGAACTION : BSR II

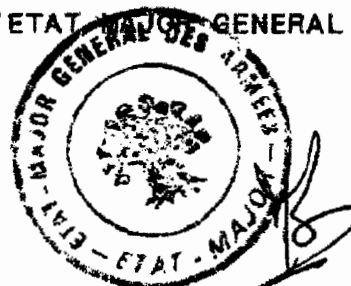
INFO : CEMGA-SCEMGA-AFA PARIS-DIRSANTE-SERSOC-SCEM/LOG-
SCEM/ADM.

T E X T E X OBJET X TRAITEMENT MEDICAL EN FRANCE D'UN SOUS-
OFFICIER DU BATSEN RWANDA II X REFERENCE TO X N°84 /BSRII /CDT
DU 10/06/95 X VOUS DEMANDE EN LIAISON AVEC AUTORITES COMPE-
TENTES MINUAR X CONFIRMER DES RECEPTION PRESENT MESSAGE A
L'EMGA ET ATTACHE MILITAIRE SENEGAL A PARIS/TELEX N°45 56 04
30/AMBASSENE X ARRANGEMENTS CONVENUS ENTRE ONU/MINUAR ET
AUTORITES FRANÇAISES RELATIVEMENT PRISE EN CHARGE TOTALE PAR
ONU X HOSPITALISATION ET TRAITEMENT PRE-OPERATOIRE A/C COUMBA
FAYE X INTERVENTION CHIRURGICALE X SEJOUR DE CONVALESCENCE
DUREE QUATRE SEMAINES SUR PLACE A PARIS X HOSPITALISATION DE
CONTRÔLE ISSUE PERIODE DE CONVALESCENCE SUS INDIQUEE X ET FIN
X

LE GENERAL DE DIVISION MOHAMADOU KEITA
CHEF D'ETAT MAJOR GENERAL DES ARMEES

ET PAR DELEGATION

LE GENERAL DE BRIGADE MAMADOU NIANG
SOUS CHEF D'ETAT MAJOR GENERAL DES ARMEES

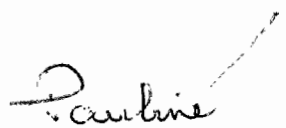
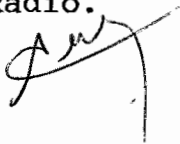


A M. LE DIRECTEUR EXECUTIF

Veillez trouver ci-joint la transcription integrale de la partie en anglais de la conference de presse donnee hier par M. le vice president et ministre de la defense, general PAUL KAGAME.

A votre haute appreciation,

ZOUAOUI BENAMADI,
Chef de la Radio.



Please copy

Mr S. BUO

Mr I. DIALLO

1 st 6

done 5-6-95 WS
PA

2 June 1995

A Press Conference was held today by General Kagame, Vice President and Minister of Defence of Rwanda at the Ministry of Defence, to give his views and through him the views of the Government on the recent report by Human Rights Watch.

QUESTION: A question was asked by a reporter concerning the Human Rights Report which suggested that UNAMIR's new mandate should cover the refugee camps in Zaire. Since the Rwandan government wanted a reduction in UNAMIR's troops, he wondered what the Vice-President thought about that suggestion.

KAGAME: Well my view on that is that first of all we have requested the UN to create a force that can go to these camps both in Zaire and Tanzania primarily to separate these groups, the militias and the former government forces from the rest of the population in the camps. Here we are looking at the possibility of the easy return of the refugees once they are freed from the influence of these groups that have been keeping them outside even many times by force. Well at first it seems that it was a good idea by the UN. They turned out later to say that they would not be able to create, there was no country willing to provide a force and they did not have the resources so they resigned it to leaving that task to the UNHCR and the host government forces to be the ones to deal with the questions. But here they are not dealing with the question of separating these groups they are only dealing with the question of simply stabilizing the situation in the camps perhaps for the convenience of the Non-governmental Organizations or other agencies working within the camps not really solving the problem of separating these groups. To us that remained a big problem, there was a lot lacking in terms of dealing with the specific problem of dealing with refugees the way you deal with refugees, give them the liberty, give them the freedom to make a decision to come back to the country and isolate these other criminal groups so they can be dealt with in terms of bringing them to courts of law, to be able to hold them accountable for the crimes they committed in the country. So we still think this was the best thing to do. There is absolutely no good reason why inside Rwanda there should be a force of 5,600 troops. Because you see here they have chosen to be in a place that is secure, which means it is in a place that has less problems that actually requires their presence in terms of providing security. So they should be doing that in the camps. This is where the problem is. The problems we have here are the responsibility of the Government and the Government institutions. They shouldn't be the ones to deal with such problems. And I think just out of logic that you would simply remain with a small force if any force at all inside the country to simply play the monitoring role, the role to observe and inform the international community what is happening on the ground in Rwanda. But I don't find them responsibility for UNAMIR in terms of protection or security inside the camp because problems are outside there. And this is why you have now a problem of refugees, carrying out military

training, regrouping, receiving arms. They are doing it with a lot of freedom and I wonder how the international community can miss the opportunity to be informed about this, to look at this, to deal with this kind of situation and simply keep focussing inside Rwanda where the people, the Government in the country can deal with the problems we have. But all we need is just support to enable us to carry out our responsibilities. So I think it's important that UNAMIR realizes or UN realizes that there is more work to do in the refugee camps outside Rwanda than inside the country. This is my feeling about it.

QUESTION: Noting that the Human Rights Watch report stated that the UN should tighten their resolution concerning the arms embargo against Rwanda. The Vice President was asked if he did not think that the Government and the Ministry of Defence should defend the Rwandese people?

KAGAME: Well that is true. It seems these days we live in a world where logic doesn't serve any purpose. First of all there was an embargo on Rwanda which was passed in May during the time we were fighting. Here it made sense because the idea was to prevent the escalation of fighting, perhaps of killing. But here really the killings were done by people who were armed with the machetes, not mainly with guns. So even putting an embargo did not really serve very useful purpose. But at least the idea was that and it made sense. So after the war when genocide was stopped, up to now there is still an arms embargo on Rwanda. Again, this is a different situation that does not call for an arms embargo on the country of Rwanda. But secondly it does not make sense because we have people outside Rwanda who are being armed free. They are being armed through the host countries, who've wished to do so. So the arms embargo in effect has not really served the purpose. So those who are keeping an arms embargo on Rwanda should see this. That it's not simply talking about an arms embargo that matters, it's effectiveness that matters. So it clearly has not served its purpose. And it has really been unfair on top of that to keep an arms embargo on Rwanda because the situation inside the country is totally different from that which was used to impose an arms embargo on the country. So maybe the international community, the UN has got to review the whole thing. So to come to your point certainly it creates problems for us. We are not able to equip our soldiers, we are not able to train them properly, we are able to carry out our responsibilities because we have our hands tied by this embargo. We've got to deal with the problems we have in a different way. We've got to face it the hard way but this does not mean in any way that we are not capable of handling the situation properly. We are certainly in a position to deal with the situation in a manner than cannot run this country into chaos even with the threat from outside.

QUESTION: Replying to a question as to why the Government of Rwanda was not arresting people suspected in last genocide as the Government of Belgian was doing, Mr. Kagame responded:

KAGAME: Well first of all it's good that the Belgian Government has done that. They have done the right thing. Maybe they should do more. They should even go ahead and do the same event to the people who are inside the Belgian soil (?). They have issued an for Bagasora who may be in Zaire or Cameroon but they also have people in Belgium who should be arrested I think in connection with the genocide that transpire in Rwanda. But they have done a good thing, at least we should recognize that. Maybe they should also set an example for other countries to do the same. As regards to why Rwanda hasn't done that I inform you that we still have a lot of problems. In our justice system there are lots of inadequacies. There is a lot lacking in terms of appreciating exactly what should be done. I imagine it will take a bit of time before we put things in order but as you know we haven't even been able to try those who we have already arrested, let alone issuing arrest warrants to people who are outside the country. But some discussions are going on. We are trying to put our house in order as far as the judicial process is concerned. So we hope soon the Minister of Justice will be able to come out with something that satisfies the people of Rwanda in terms of meeting the justice requirements as regards bringing those responsible for the genocide to.....In effect there is a problem. There is a problem and we think we shall have to discuss it and look into the matter and collectively we should be able to help the Minister of Justice to deal with the immense problems we are faced with in a situation where they have no means, they have no magistrates. Perhaps even the lack of vision on the part of individuals that have different responsibilities. But as you know we are in a process of really rebuilding the country not only in terms of its infrastructure but also in terms of making people understand the history of these problems we have and how to deal with them.

QUESTION: A journalist stated that according to the Human Rights Watch report Various countries were accused of helping the militia of the former government in Zaire. In light of information held by the Vice President, and in light of the denial of France and South Africa, what was he doing to investigate the situation?

KAGAME: What I can tell is that when you learnt about the arms supplies to the refugees in Zaire and elsewhere, we brought this to the attention of the international community to the UN. Even to the countries that are being alleged to have the responsibility of allowing such arms shipment into their countries for these refugees. This is what we tried to do. But the fact that some people are denying any responsibility does not really mean they have no responsibility over this. In any case I don't expect anybody to just come up and say, yes, I am the one who has been supplying arms. They expected the responses that everybody is going to deny having a hand in doing that. But the fact is that arms have been flowing into Zaire. They must be coming from somewhere. Whether the governments are directly involved or not they still have responsibility in the sense that even if these are private companies that are doing it they must

be doing it on their territories. So they must have responsibility to deal with such situations that originate from their territories. It doesn't matter whether it is a private company operating from France or from South Africa or from elsewhere, it still is the responsibility of these governments to make sure that these companies don't do so. So I think somewhere there lies the responsibility. So we can still go farther and work out the details as regards who has the responsibility, and how the governments that have been mentioned can help to deal with the situation but for sure I think they must do something. Not only are they contravening the arms embargo resolution that was passed by the UN, they are also causing problems for the country of Rwanda and for the whole region. Because I think the situation that may develop out of these arms shipments and then subsequent use of them to destabilize our country we have spill overs in other countries in the region. I am sure it works in nobody's interests.

QUESTION: Asked if the government forces were able to defend the country in case of attack, and pursue the attackers from the former government wherever they may be, Mr. Kagame stated:

KAGAME: Well what we can say here is that we have the capacity to deal with the problem. How we deal with the problem is a different matter, whether it involves hot pursuit or something else. That will come when the problem unfolds. But you have the liberty, you have the capacity to respond appropriately to any such threat should it become a reality. We have the capacity, we have the freedom to operate appropriately in response to anything that will come out of the situation. So that will involve a lot of options.

QUESTION: General Kagame responded to a question about The European Community's announcement yesterday that they were considering resuming development aid to Rwanda which was frozen after the Kibeho killings, and that resumption of aid would depend on the consequences that would come from the findings of the Investigating Committee. The Vice President was asked what were the consequences taken by the government as a result of that report.

KAGAME: Well I think there are many things to look at for us even before that report came out, we were already carrying out our own investigation to find out if there are any individuals who acted contrary to the instructions that were given to them at the time of the operation to close the camps. And we are soon coming out with the conclusions of our investigations maybe in a week and if the responsibility lies on the shoulders of anybody then they will be held accountable. But this is as far as the Government and the Government forces are concerned. But I think in the report they also talked about the responsibility of the NGOs, they also talked about the responsibility of UNAMIR. So I would like to ask those presenting such views to know who is going to handle that side. We also would want to have somebody to have somebody handle the other side, the side of the NGOs and

UNAMIR that were also equally implicated as far as having responsibilities was concerned.

QUESTION: A journalist stated that after the victory on the battle field last year the RPA was the only organized body left in Rwanda and was therefore left in charge of running the country. Now that things were slowly going back to normal, did the Vice President think that the RPA should concentrate on purely military duties and return to their barracks:

KAGAME: Well you more or less describe the situation the way it is. I think the RPA initially had responsibility to fight the forces that were here killing the people of Rwanda. We have been in the process of trying to restore total normalcy and establish civil administration and I think we've gone a long way in doing that. The military is remaining only in terms of the security where depending on the threats that still hang outside, from Zaire, from Tanzania. We still our soldiers operatingin different areas, in the communes, to deal with the problem of the situation, to deal with more or less even covering the vacuum that was created by this transition, where in some areas there was not any civil administration based at the local level. You would find troops operating in such areas but mainly for the purpose of keeping security in the area and as we restore the local administration, and as we deal with the security problems in the entirety, it is well understandable that as long as the threat is reduced then the army continues to confine itself to its specific duties of national defence and security. Where there have been overlaps it's because either there has been a vacuum or it's because of the security problem that drags them into carrying out such responsibilities. But on the biggest part, I think the ... has been restored, and the civil and local administrations are being established and have been established, so the reverse kind of situation is really taking place, but that will depend on how fast we can deal with the security aspect that is likely to emanate from outside the country.

QUESTION: The Vice President was asked if there was any pressure from the international community to grant a general amnesty to most of the population who participated in the acts of genocide.

KAGAME: Well I think they have, whether you call them pressures or misunderstandings or simply misrepresentation of our own situation. The international community has certainly had in some cases the approach that is not compatible with the kind of situation that we have in our country. To give you an example there have been all sorts of suggestions of saying release from prison women and children who murdered. You see they simply go on those sentiments that so and so is a woman so it doesn't matter whether she killed 100 people, maybe she should be released from prison because she is a woman. We have had this kind of suggestion from the international community. We have of course had disagreements as to what comes first, whether it is

reconciliation or whether it is justice. Our view is that reconciliation does not simply come about without certain factors being in place to contribute to that. And these factors are actually that people must see justice being done and that will ease the conscious of reconciliation. You cannot simply tell the people who are agrieved, seriously agrieved in the case of Rwanda to just reconcile with murderers. I think you would try the murderers and then the process of reconciliation ... in other cases. So there have been misunderstandings, I think to some extent we even think there has been a situation where people have become unreasonable. Maybe they think in the situation of Rwanda having lost one million people doesn't really mean much, something you can just forget and move forward. And I think the people of Rwanda will have the right to think that this is an insult. It's an insult in the sense that we value the lives of our people as much as other people value the lives of their people. I was even giving an example to some people recently when they had been pushing that argument of reconciliation, it seems that you cannot unite Hutus and Tutsis, you know they are so simplistic in their thinking. They think the question is the Hutu and the Tutsi, they've never seen the problem as being political. They've never seen the problem as being a mismanagement of the political affairs of the country, that has really brought about this kind of situation. And I was giving them an example why do they think it is easy to forget about the killings that were carried out in Rwanda, yet people are commemorating incidents of situations of this nature that took place 50 years ago. So this is why I get the reading that actually people think our lives are worthless, theirs mean a lot. That's why they come around and tell us forget the lives of people that were lost here hundreds of thousands. So I think it's our mistake, maybe we shouldn't over rely on what other people can do for us. We should not over rely on the international's solutions to our problems. We should be the ones to be at the forefront in doing all that we can to solve our problems. And then the international community can simply play a supportive role. But if we want them to solve our problems, surely they'll come here and tell you to forget what happened. They'll say, a million people is nothing, just forget them. So it's up to us to know how to go about the problem and then arrest the supporters.

QUESTION: Members of the Government are not united in the issue of reconciliation and the granting of general amnesty. Would you comment on that.

KAGAME: My views have been very clear, I am being very clear to you now. Let somebody in the government who thinks differently come out very clear and tell us what he thinks. But as long as nobody comes out to present different views from what I am presenting, people have reason to believe that we are united. Other than that we may be assumed to be divided. ...If there is anybody in the Government who thinks the justice is not the first thing to be carried out in order to facilitate reconciliation, they should come out and put them clearly.

KIGALI LE 2 JUIN.

DE: Z. BENAMADI
CHEF DE LA RADIO

A : W. DE SOUZA
DIRECTEUR EXECUTIF

SUJET: CONFERENCE DE PRESSE DE M. KAGAME.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un compte rendu de la conference de presse donnee par M. PAUL KAGAME, vice-president et ministre de la defense de la republique rwandaise. Ce compte rendu est une traduction extensive de ce qu'a dit m. kagame en kinyarwanda. S'agissant des propos tenus en anglais par le general KAGAME lors de cette meme conference, un memo vous sera remis des que possible.

Haute consideration,

cc: THE F.C

Permalink

Please copy to

- Mr S. BUO ✓

- Mr I. DIALLO

*and ask them to discuss it
with me.*

2 6.95"

WS

To ED

3 June 1995

*The only new element is the seemingly less
bellicose tone of the Vice President's statements, especially
in his comments about UNAMIR. The substance is not
new, although it shows growing concern about armed
infiltration. You may wish to ask our military about
the incident concerning weapons in UNAMIR vehicles raised by the VP.*
S. Buu

Conférence de presse du Général Kagame

A la question de savoir comment il a reçu le dernier rapport de Human Rights Watch, le Général Kagame a répondu, je cite : " Nous n'avons pas été surpris par ce rapport, parce que nous savions déjà que les anciennes forces gouvernementales parmi les réfugiés rwandais se trouvant dans les camps au Zaïre et en Tanzanie procédaient aux entraînements militaires et recevaient des armes de certains pays avec l'objectif d'attaquer le Rwanda. Nous avons informé les autorités Zaïroises et Tanzaniennes. Puisque cela est maintenant confirmé par d'autres sources, nous espérons que ces pays prendront des mesures appropriées pour mettre un terme à ces préparatifs. Les pays cités par ce rapport devraient aussi arrêter d'armer ces réfugiés; dans le cas contraire, ils devraient savoir que ce n'est pas seulement le Rwanda qui subira les conséquences de la guerre, mais aussi ses pays limitrophes et même toute la région entière. Fin de citation.

Est-il vrai que ces réfugiés rwandais qui veulent attaquer le Rwanda ont des complices à l'intérieur du pays ?

Cela est bien possible mais je n'ai pas encore d'éléments qui me permettent de confirmer ces informations, a précisé le Général Kagame. Il a rappelé toutefois que le Gouvernement a le pouvoir et les prérogatives de poursuivre les personnes qui se rendraient coupables de tels actes. Nous ferons une enquête à ce sujet. Cependant, je dois indiquer qu' en général il n' y a pas de quoi s'inquiéter et que la sécurité est bien maîtrisée sur tout le territoire du pays, a rassuré le Vice-président rwandais.

Est-ce que le Gouvernement rwandais n'a- t-il pas en quelque sorte une responsabilité dans les préparatifs d'attaque contre le Rwanda, sinon comment expliquer que l'actuel ambassadeur du Rwanda au Zaïre est connu comme l'un des fondateurs de la milice Interahamwe ?

Le Général Kagame a répondu qu'il n'était pas informé des relations entre le nouvel ambassadeur du Rwanda au Zaïre et les Interahamwe mais espère que si cela était vrai, l'ambassadeur aurait changé et se serait désolidarisé des miliciens.

A la question sur la collaboration entre les réfugiés rwandais et le Palipehutu du Burundi, le Général Kagame a indiqué qu'il avait reçu plusieurs informations sur la collaboration entre les Interahamwe et le Palipehutu dans les attaques qu'ils mènent contre leurs pays. Il a aussi signalé que parmi les personnes qui s'étaient infiltrées récemment dans la région de Cyangugu en provenance du Zaïre étaient des personnes qui ont été identifiées comme des Burundais. Cette question sera examinée avec les autorités burundaises pour résoudre les problèmes de sécurité à la

frontière commune, au cours de la visite que le Ministre des affaires étrangères et le premier ministre rwandais doivent effectuer au Burundi, a ajouté le Général Kagame.

Un journaliste a demandé au Général Kagame de commenter sur le problème des autorités qui sont accusées de protéger les Interahamwe, et à titre d'exemple, le Bourgmestre de la commune de Musambira qui a arrêté plusieurs Interahamwe et qui a été arrêté lui-même ?

Le Général Kagame a précisé qu'il n'était pas sûr qu'il ne s'agissait pas de rumeurs, mais que si cela était vrai, c'était un problème qu'il fallait résoudre au plus vite.

A la question de savoir ce qu'il en était des informations selon lesquelles des véhicules de la MINUAR auraient été interceptés avec des chargements d'armes et de munitions non enregistrées, le Général Kagame a indiqué que les gendarmes avaient intercepté 7 ou six camions de la MINUAR avec des chargements de munitions non-enregistrées et que la MINUAR avait ensuite produit des documents attestant que ces chargements étaient bel et bien les leurs. Les gendarmes poursuivent encore leur enquête pour en savoir plus et la population sera informée des résultats de l'enquête.

KIGALI LE 2 JUIN.

DE: Z. BENAMADI
CHEF DE LA RADIO

A : W. DE SOUZA
DIRECTEUR EXECUTIF

SUJET: CONFERENCE DE PRESSE DE M. KAGAME.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un compte rendu de la conference de presse donnee par M. PAUL KAGAME, vice-president et ministre de la defense de la republique rwandaise. Ce compte rendu est une traduction extensive de ce qu'a dit M. KAGAME en kinyarwanda. S'agissant des propos tenus en anglais par le general KAGAME lors de cette meme conference, un memo vous sera remis des que possible.

Haute consideration,

cc: THE F.C

[Faint handwritten notes and signatures, including a large 'X' and some illegible text]



Office of the Special Representative of the Secretary-General
UNAMIR, Kigali
Tel.: (212) 963-9905 - Fax.: (212) 963-3090

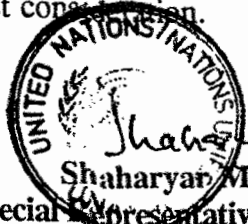
DATE: 21 March 1995

Your Excellency,

As April 7th anniversary approaches with the inevitable international media focus returning to Rwanda, I feel deeply concerned that Rwanda will be seen in a negative light because of the inhuman conditions in your prisons. My concern is that the momentous achievements and undoubted successes that your government has achieved over the past nine months may be overshadowed by this single issue which the media is likely to highlight.

In order to pre-empt such a move and indeed to address the issue squarely and urgently, I suggest that your government may consider announcing a joint commission with UNAMIR and UN Agencies to resolve the issue of overcrowding in prisons and the earliest possible revival of the judicial process in Rwanda. If agreed, the joint commission would be given a more detailed mandate. The Joint Commission could be composed of from the Rwandese government: the Ministers of 1) Defence, 2) Justice, 3) Interior, 4) Youth and Social Affairs and any other concerned Minister. From the UN side: The SRSG, FC and Agency Heads of UNDP, HRFOR, UNICEF, WHO and WFP.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.


Shaharyar M. Khan
Shaharyar M. Khan
Special Representative of the
Secretary-General

H.E. President P. Bizimungu
President of Rwanda
Kigali
Rwanda